

travail a sa place. Seulement, le travail n'est pas le but d'une économie nationale. Le but de l'économie, au Canada, comme dans n'importe quel pays, le pape Pie XI le décrivait en 1931. Le ministre des Postes et des Communications, qui est catholique comme moi—du moins, c'est un chrétien—doit le comprendre. Pie XI disait que l'économie sera sainement constituée et atteindra véritablement sa fin seulement quand elle procurera à tous—non seulement aux rouges, aux bleus, aux créditistes ou aux tenants du Nouveau parti démocratique—et chacun une part des biens que la nature et l'industrie ont le moyen de procurer. Cette part-là devrait être suffisante pour assurer à tous et à chacun au moins une honnête aisance. Il n'a pas dit de déposséder les riches au bénéfice des pauvres, mais «de garantir à tous et à chacun au moins une honnête aisance».

Le ministre comprend cela. Cependant, il veut faire voir qu'il ne comprend rien.

Il terminait ses remarques en disant:

Je voudrais qu'il me soit possible de suggérer à la population du Canada un moyen de recevoir sans donner.

• (5.00 p.m.)

La population a donné au Canada l'immense production canadienne. Le gouvernement est illogique et le ministre l'est aussi. Il s'en va dans l'Ouest du Canada et revient dans l'Est, en disant que la seule façon d'augmenter le revenu du citoyen canadien, c'est d'augmenter la production. Et, actuellement, on prend des mesures, dans le domaine de l'agriculture par exemple, pour empêcher la production de blé dans l'Ouest canadien, parce que la production est trop grande. Dans l'Est du Canada, il y a trop de lait. Alors, on prend des mesures pour décourager les producteurs laitiers. On prend des mesures, dans divers secteurs, pour diminuer la production et l'on arrive à la Chambre en disant que pour augmenter le niveau de vie des citoyens, il faut augmenter la production. Mais dans quel domaine? Qu'on nous le dise!

Monsieur l'Orateur, le ministre des Postes et des Communications terminait ses observations en disant:

Je le regrette, ...

... je n'ai pas les moyens...

... mais un tel programme n'existe pas. C'est un mythe: c'est le mythe du Crédit social.

Parce qu'on n'a jamais mis le Crédit social en pratique, est-ce une raison de ne pas l'essayer? Est-ce une raison pour ne pas tenter l'opération que je suggère depuis 25 ou 30 ans? On m'accuse de prononcer le même discours, on m'accuse d'être un démagogue, etc.

Je répète, monsieur l'Orateur, que je n'ai jamais soulevé les classes de la société les unes contre les autres. Je répète que j'ai appelé l'attention de la population sur les méfaits de la finance. Je n'ai pas fait de campagne de personnalités contre le ministre des Postes et des Communications, pas plus que contre le ministre de l'Expansion économique régionale ou le premier ministre du Canada. Je ne fais pas de lutte de personnalités; je fais une lutte idéologique. J'ai une idéologie et je dis au gouvernement qu'une idéologie ne se combat pas par une guerre.

Le communisme est une idéologie. On a essayé de le combattre par les armes. On a essayé de faire de même à propos du nazisme. Une idéologie se combat par une idée meilleure, mais jamais par les armes. C'est pour cette raison que nous sommes opposés aux guerres et que nous sommes engagés dans une lutte idéologique.

L'idéologie actuelle du gouvernement n'est pas tellement bonne, parce qu'il ne sait pas où il va.

J'entendais parler le chef de l'opposition (M. Stanfield), hier soir, à la télévision, au canal 12, au programme «Under Attack». Il ne proposait pas de solution. On lui a demandé quelle était la différence entre un bleu et un rouge et il a dit que c'est à peu près pareil: les bleus sont en faveur de l'entreprise privée. Alors, celui qui l'interrogeait lui demanda: Les libéraux, le premier ministre, ne sont-ils pas aussi en faveur de l'entreprise privée? Il répondit par l'affirmative. Devrait-on dire qu'il est un conservateur avec un petit «c»? C'est possible. On pourrait dire qu'il est un conservateur avec un petit «c». Alors le premier ministre du Canada serait conservateur avec un petit «c»; le chef de l'opposition officielle serait libéral avec un petit «l». Si l'on mélange le tout, on aboutit aux résultats que l'on a connus avec les deux vieux partis depuis la Confédération. «Ça fait dur», en bon français.

Le Crédit social n'est pas un mythe, c'est de la logique. Les deux vieux partis essaient de faire avaler au peuple canadien, actuellement, un mythe idéologique. Le peuple n'en veut plus. Le peuple en a soupé et il demande de l'action. Je le dis encore: Nous ne demandons pas l'impression de billets verts ou de crédit sans considération et sans limite, mais un équilibre scientifique, humain, entre le pouvoir d'achat et la production faite par les Canadiens. C'est ce que nous voulons.

Rien n'est prévu dans le budget actuel au sujet de la relance économique; on ne parle que de combattre l'inflation, et, pendant ce temps-là, on punit le peuple canadien.

Monsieur l'Orateur, nous sommes contre le fait de maintenir le peuple dans la misère quand l'abondance existe au Canada. Si le